

Le refus global, 20 ans après

Adèle Lauzon

Volume 10, numéro 5-6, septembre–décembre 1968

Le refus global vingt ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29558ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lauzon, A. (1968). Le refus global, 20 ans après. *Liberté*, 10(5-6), 6–22.

le refus global,

20 ans après

Avec la crise des CEGEP, on a vu pour la première fois au Québec, une extrême-gauche procéder naturellement *dans l'action*, à une remise en question radicale de la société. Jusqu'à présent, nous avons connu soit des gauches réformistes agissant à l'intérieur du système pour supprimer les tares et en améliorer le fonctionnement, soit des mouvements d'extrême-gauche qui confondaient l'action avec une simple expression de leurs opinions radicales.

En 1948, le groupe des automatistes, avec leur «Refus Global» apportait au Québec le vent de révolte que les surréalistes avaient provoqué en Europe plusieurs années avant. S'en prenant à une étouffante morale traditionnelle, le mouvement fut essentiellement un phénomène d'expression.

Vingt ans plus tard, la contestation étudiante d'octobre est-elle un nouveau refus global, prenant à son tour sa source en Europe? Cette fois-ci, le décalage dans le temps est presque inexistant. Entre la révolte des CEGEP et celle des autres pays, on peut parler de coïncidence et de fraternité mais pas de filiation.

Dans le mouvement de 1968, le refus n'est qu'un premier moment. Dans son ensemble, il constitue en réalité une *affir-*

mation globale, qui passe presque directement de l'intuition à l'action, laissant aux adversaires, les mots et leur cortège d'ambiguïtés. Dans ce phénomène, l'essentiel n'a pas été dit, il a été vécu.

Occuper les CEGEP, c'était refuser le système en lui substituant l'amorce d'une nouvelle façon de vivre. On sortait du domaine rassurant de l'expression pour passer à l'action qui est beaucoup plus grave.

Bien au-delà des problèmes administratifs, qu'est-ce qui est fondamentalement posé dans cette crise, qui nous concerne, nous, les adultes? Une remise en question de nos méthodes d'éducation? Une brèche dans notre «autorité»? Si nous prenons les choses par là, nous passons à côté de l'essentiel, qui est pour nous, comme pour eux, une chance de libération. Car les premières victimes de ce système contesté par des jeunes ce ne sont pas eux, mais nous, les aînés.

Les aînés, criant aux occupants: «Retournez à vos petites affaires, laissez tourner la machine, tout en contestant dans vos loisirs». Autrement dit, acceptez la société dans les faits, tout en continuant à la dénoncer en paroles. Ce précieux conseil résume l'histoire de notre impuissance.

Reconnaître — comme cela a été fait amplement — que la société peut être remise en question, et exhorter les contestataires à rentrer dans le rang tout en continuant de «s'exprimer», c'est administrer la preuve de sa propre aliénation, de sa propre inconscience. Car ce sont les mots qui ont constitué le principal instrument de notre aliénation.

Après avoir accédé à une certaine libération verbale, au lieu d'aller plus loin, nous avons utilisé ce qui devait être une arme de combat, comme *parade* pour masquer notre inaction. La liberté d'expression n'a pas été longtemps dangereuse pour le système. Elle a bientôt servi à le consolider en absorbant les énergies qui auraient dû servir à transformer le réel.

De son côté, Hubert Aquin, dans un article publié dans Parti-Pris, prenait conscience de ce phénomène en refusant l'état d'écrivain, lequel acculait, disait-il, à jouer le jeu du colo-

nisateur. Car, dit-il, le colonisateur s'accommode toujours des talents artistiques du colonisé qui ne met pas en danger sa domination. Cependant, je ne suis pas d'accord avec les conséquences pratiques impliquées par sa conclusion. Ce n'est pas l'écrivain qui maintient la domination d'une nation, d'une classe ou d'un clan. Toute oeuvre de création véritable participe à la libération. L'expression créatrice de l'écrivain est une action. *Celui qui jette la confusion et qui aliène, c'est l'homme d'action qui croit agir lorsqu'il s'exprime.*

Pour l'homme d'action véritable, la parole n'est qu'un instrument de communication, un instrument parmi d'autres, pour organiser l'action. Paradoxalement, ceux qui, chez nous, ont semblé le plus profondément engagés dans l'action, c'est-à-dire les terroristes, sont ceux qui ont poussé le plus loin l'illusion de l'expression en utilisant l'action comme moyen d'expression. Ce qui a également contribué à maintenir cette équivoque sur le sens du terrorisme québécois, c'est la tendance janséniste à évaluer la profondeur d'un engagement, la réalité d'une action aux sacrifices qu'il coûte. Or, le sacrifice n'indique que la sincérité de celui qui le fait. Les terroristes se sont exprimés avec sincérité, mais ils n'ont pas changé la réalité. Ce n'est pas le nombre des morts et des emprisonnés qui mesure le changement. Certes, leur geste n'a pas été sans effet. Car une expression totale et sincère provoque des prises de conscience. Celles-ci peuvent servir à une action éventuelle, mais elles ne sont pas l'action, et sans véritable action, le réel demeure inchangé. On se laisse émouvoir par ces gestes-là comme par certains spectacles.

Malgré les apparences anecdotiques, l'occupation telle qu'elle fut vécue par quelques étudiants, fut plus révolutionnaire que des années de propagande politique par la parole, l'écrit ou la bombe. Encore que ce qui fut authentique dans ces mots ou dans ces gestes n'ait pas été indifférent à l'évolution de ceux qui participèrent aux occupations. L'expression des idées n'est pas forcément inutile. Elle ne devient dangereuse que si elle se substitue à l'action, si elle crée une illusion d'action qui empêche de prendre conscience de l'inertie.

Si l'on tente d'évaluer la crise des CEGEP seulement par ses manifestations apparentes, on y verra un événement sans importance: simple crise de croissance du ministère de l'Éducation amplifiée par un certain malaise dans la vie économique et sociale.

En France, les étudiants se sont battus contre la police, ils ont érigé des barricades, ils ont plongé le pays dans l'illégalité pendant une semaine, obligé le président de la République à convoquer de nouvelles élections. Ici, rien de comparable. Le sang n'a pas coulé, le gouvernement n'a même pas été secoué. La comparaison est intéressante, mais il faut la pousser jusqu'au bout.

A qui les étudiants français ont-ils eu affaire, au début de la crise? A une Université poussiéreuse, à un ministère de l'Éducation nationale politiquement conservateur, arriéré dans ses méthodes pédagogiques, arriéré aussi dans sa conception du rôle de l'éducation dans une société moderne. Face aux premières attaques, il a eu le réflexe conservateur: il a réprimé. Il a tenu à l'intervention policière alors que la police elle-même hésitait. Loin de rétablir l'ordre rapidement, la répression a provoqué une riposte violente et une expansion foudroyante du mouvement. Le pays était-il donc mûr pour la révolution? Les événements subséquents ont prouvé le contraire. La France n'était pas révolutionnaire. Mais la majorité des Français, et surtout les bourgeois, sympathisaient instinctivement avec des étudiants qui secouaient la poussière d'un système d'éducation mal adapté aux nécessités de la modernisation et de la croissance de l'économie. De son côté, le parti communiste tenta d'utiliser la révolte d'une minorité ouvrière solidaire des étudiants révolutionnaires, afin de canaliser le mouvement à son profit, qui n'était pas la révolution, mais le renforcement de ses positions comme Parti, dans le système.

Bien sûr, le but des initiateurs du mouvement n'était ni l'essor de l'économie capitaliste, ni celui du parti communiste. Mais en France comme au Québec — cela nous le verrons plus loin — la révolte comportait un aspect utile au système

et donc récupérable par lui. L'Éducation nationale faisait partie du pouvoir mais elle constituait un poids pour le pouvoir. On laissa donc les étudiants frapper jusqu'à ce que les réformes deviennent nécessaires, de même que les purges de certains éléments nuisibles par leur inertie. Dès que cette besogne fut accomplie, le gouvernement, les partis et la majorité des Français se trouvèrent d'accord pour dire non à la révolution.

Au Québec, que s'est-il passé? Un point commun dans la situation objective des deux pays. Ici comme en France, les étudiants ont des raisons de s'inquiéter au sujet des débouchés dans le monde du travail. Comme en France, ils s'agitent et passent à l'attaque. Mais à qui les étudiants québécois ont-ils affaire? A un ministère de l'Éducation non pas révolutionnaire, certes, mais progressiste, dynamique, depuis longtemps conscient d'être en avance sur les autres secteurs de l'administration. Conscient aussi des problèmes que cette disparité devait faire surgir. Il était donc logique que face à la crise, le ministère s'abstienne de faire appel à la police ou d'afficher une attitude autoritaire. Pour le ministère, la contestation représentait un merveilleux instrument pour rendre le reste du gouvernement et le pays conscients de la nécessité de bouger plus vite dans la voie d'une meilleure administration de l'éducation et de l'économie.

Cette situation, contraire à celle de la France, explique amplement que la crise d'octobre n'ait pas revêtu l'aspect spectaculaire des événements de mai à Paris. Mais l'absence de barricades ne prouve aucunement que la contestation québécoise ait été moins «signifiante» que celle des autres pays.

La crise des CEGEP ne constitue, bien entendu, ni une révolution ni un début de révolution, au sens où celle-ci serait un événement. Cependant, les actions menées à cette occasion avaient des *caractéristiques révolutionnaires*, et c'est la première fois qu'une telle chose se produit au Québec. Il est évident que seule une minorité des étudiants impliqués dans la crise a agi d'une façon révolutionnaire et que bien souvent, elle l'a fait d'une manière plus intuitive que consciente.

Par quelle démarche des jeunes gens de moins de vingt ans, sans idéologie, sont-ils arrivés à une prise de conscience débouchant sur une action radicale? De quelle façon ont-ils touché suffisamment d'autres jeunes pour déclencher une crise importante?

Voyons d'abord ce que cette démarche n'a pas été. Car justement, l'un des reproches les plus fréquents, les plus amers et les plus absurdes des adultes tient à ce que *ne fut pas* la révolte étudiante plus qu'à sa véritable nature, laquelle est demeurée méconnue. On a dit et on répète encore aujourd'hui que nous avons affaire aux plaintes d'une jeunesse dorée, d'enfants gâtés, de parfaits inconscients qui dénoncent la société de consommation tout en osant en profiter. Somme toute, les adultes en veulent aux jeunes de ne pas recommencer leur vie à eux, avec les mêmes problèmes, les mêmes privations, les mêmes insatisfactions. Pour la plupart des «grandes personnes», un jeune qui mange à sa faim, qui est bien vêtu, qui jouit d'une certaine liberté personnelle est acculé à la satisfaction béate ou, au mieux, à une protestation dans les cadres établis par les aînés et leur système. Seul a le droit à la révolte, le jeune homme très pauvre, relent d'une autre époque. Conception statique de l'histoire selon laquelle le changement s'arrête quand les buts d'une génération ou d'un groupe sont atteints. Les aînés qui ont peiné pour apporter à la génération suivante le bien-être matériel dont ils ont été privés, s'indignent de ce que les jeunes reprennent à leur tour la course au progrès, en prenant conscience de nouveaux besoins de l'homme et en voulant se battre pour les satisfaire. Merveilleuse ingratitude des fils qui rend hommage à l'oeuvre des parents en prouvant qu'il n'est point besoin de la recommencer mais qu'il faut passer à autre chose.

Et cet «autre chose» beaucoup de gens n'en ont pas saisi la nature. Si les étudiants se montrent mécontents, croit-on, c'est qu'ils ne sont pas assez bien traités. C'est qu'ils réclament encore plus de «boins soins». Nous avons été habitués à voir la vie de cette façon, à lier le mécontentement à la *privation* de quelque chose. En réalité, l'angoisse étudiante actuelle est de l'ordre de l'*être* plus que de l'*avoir*.

Pour la plupart des meneurs, la démarche commença par une réflexion sur leur vie quotidienne. L'impression de s'enluyer, d'aller au collège en automates, de se faire «emplir comme des cruches», d'être passifs. L'information sur le problème des débouchés, et sur les malaises sociaux en général, ajouta à ce mécontentement quotidien, un sentiment d'insécurité pour l'avenir d'abord, puis de là vint la conscience d'une mauvaise organisation de la société et celle d'une injustice fondamentale. Injustice, mais surtout *tromperie* fondamentale: insécurité et pauvreté sous le couvert de l'abondance, de la technologie et de la consommation; aliénation de l'individu et des collectivités par des puissances occultes sous des apparences de liberté. De tout cela, finalement, les jeunes retiraient le sentiment d'une absurdité globale en même temps que le désir d'en sortir. Pour vivre dans un monde moins concurrentiel, moins dur, moins anonyme — pour construire une société où des valeurs humaines prendraient le pas sur l'efficacité et le profit.

Cette démarche, ils ont été nombreux à la faire, et on comprend qu'elle soit apparue comme une incompréhensible gifle administrée à une génération qui, au prix d'efforts considérables pour sortir d'un messianisme rétrograde et illusoire, accédaient enfin au sens de l'efficacité.

Les jeunes, oubliant que leurs parents viennent à peine de découvrir les réalités économiques en perçoivent déjà les limites et aspirent à autre chose.

Insatisfaits dans leur vie quotidienne, ils ne trouvent pas dans la sorte d'avenir qu'on leur prépare un motif suffisant de supporter allègrement le présent. Certains en avaient pris leur parti. D'autres militaient dans des partis politiques (surtout le RIN ou le MSA). Mais la vie quotidienne pesait de plus en plus lourd à des jeunes déjà mieux informés et mieux instruits que le furent leurs aînés. Curieusement pourtant, il semble que les événements de mai en France aient peu touché les collégiens québécois. Seuls les plus politisés s'y intéressèrent d'une façon surtout «intellectuelle». Mais ceux-là étaient plus influencés par le RIN et le MSA que par n'importe quel mouvement étranger. Ce n'est qu'au cours de l'été et au début de l'année que la

question d'absence de débouchés provoqua une assez vive agitation dans le syndicalisme étudiant. Finalement, cette question des débouchés fut en quelque sorte un point de ralliement, un point précis de leur malaise qui donna d'abord aux leaders étudiants, puis à d'autres, l'occasion de se rapprocher, de discuter de cela, d'autre chose aussi, de se mieux connaître entre eux, de prendre conscience qu'ils constituaient une collectivité plus concrète que ce qu'exprime la structure syndicale traditionnelle. Les débouchés absents, c'était le symptôme qui permettait de commencer l'identification de la maladie sociale et culturelle que les jeunes présentaient.

Ce type de démarche offre des différences profondes avec celle qui mena à gauche une poignée de jeunes des autres générations. Dans la première moitié du vingtième siècle, au Québec, les travailleurs (sauf de rares exceptions) ne furent jamais politiquement ou idéologiquement à gauche. Ils firent évoluer la société en construisant le syndicalisme, arme de défense sociale. Mais ils ne visaient pas à transformer l'ensemble de la société: ils agissaient sur les situations qui les concernaient directement et exclusivement.

Quant aux jeunes bourgeois qui accédèrent à une conscience collective, ils le firent par d'autres chemins. Les uns s'engagèrent dans un nationalisme assez sentimental et abstrait. D'autres, frappés par le sort pénible des travailleurs, s'identifièrent à leur combat, sans non plus remettre en question tout le régime socio-économique. Leur engagement ne portait pas de leur situation personnelle. Il consistait au contraire à renier cette situation pour s'occuper exclusivement de celle des travailleurs. On trouva aussi quelques extrémistes de gauche, adeptes d'un renversement complet du régime, mais qui procédaient par une démarche intellectuelle. Ayant adopté une vision globale de la société, ils cherchaient à la faire partager aux autres. Pour rejoindre les gens, loin de les toucher dans leur vie quotidienne, ils tentaient de la leur faire oublier au nom d'un idéal supérieur.

Le caractère original de la démarche des jeunes cégépiens c'est d'avoir mené à une *remise en question radicale de la*

société toute entière, à partir d'une réflexion sur leur expérience quotidienne, à la fois personnelle et collective.

Une telle évolution a provoqué entre autre un rejet de la *mystique de la pauvreté*. Ce qui a dérouté et scandalisé une population habituée à croire que pour avoir le droit d'être à gauche il faut choisir d'être pauvre, comme s'il y avait entre les deux états, identité de nature et non de circonstances. Celui qui devient à gauche pour des motifs de justice morale peut s'imposer d'être pauvre pour être l'égal de ceux qui le sont encore. C'est une affaire de conscience subjective, ou même un besoin de bonne conscience qui n'a rien à voir avec la réalité.

Le niveau de vie d'un individu n'a d'importance qu'en termes de *valeur*. Ce qui oriente les actions d'un homme, comme celles d'un individu, ce sont ses valeurs. C'est-à-dire ce qui, pour lui, a le plus d'importance. S'il est primordial (et non pas seulement agréable) pour un individu de vivre avec \$20,000.00 par année, il est évident qu'il ne peut être véritablement révolutionnaire, ou même «de gauche». Etre de gauche implique que par choix personnel, dans l'ordre des valeurs, on accorde plus d'importance à un type de relations entre les hommes, à une façon sociale de vivre, qu'à l'abondance de biens matériels. Ce qui est vrai pour l'argent l'est aussi pour tout autre obstacle à la liberté d'action: une peur insurmontable, la soumission à la volonté d'autrui, des habitudes, des traditions, l'insécurité devant le changement. Si la volonté de transformer la société procède d'un choix fondamental, intégré à l'individu, elle ne sera jamais compromise par la nécessité absolue de satisfaire à d'autres besoins, à moins qu'il s'agisse de besoins aussi élémentaires que celui de se nourrir ou de nourrir ses enfants.

Il est vrai que les conditions matérielles d'existence conditionnent souvent les valeurs, mais toujours dans le sens d'une diminution de la qualité humaine et libre de celles-ci. C'est le remplacement de l'authenticité par des valeurs extérieures et aliénantes. Vouloir se conditionner à être à gauche par son niveau de vie, c'est faire de soi un faux homme de gauche.

Cette confusion entre l'idéal «social» et l'idéal de pauvreté entraîne une fausse interprétation de la contestation étudiante, notamment en ce qui concerne la critique de la société de consommation.

La plupart des contestataires radicaux ne récusent ni le progrès technologique, ni l'abondance, pas plus pour eux que pour les autres. Mais, outre l'inégalité de répartition des fruits du progrès, ils contestent la domination de l'argent et de l'efficacité technique, en tant que *valeurs* aliénantes supprimant la liberté de l'individu et déshumanisant la vie collective. Pour eux, il ne s'agit pas de boudier l'abondance, ni de se contenter de la répartir avec plus de justice, mais de rendre la richesse et la technique à leur état normal d'*instruments* au service de l'homme.

On a qualifié le mouvement de «petit-bourgeois» parce que les contestataires avaient pris leurs propres problèmes comme point de départ de leur démarche et de leur action, contrairement aux intellectuels de gauche des autres générations qui eux, s'étaient portés à la défense de la classe ouvrière, sans porter attention à leur propre condition.

Si on examine avec attention les déclarations des porte-paroles du mouvement, on se rend compte que les contestataires, loin de se confiner à leurs problèmes débouchent sur la critique sociale la plus radicale qu'on ait jamais connue. Et si la prise de conscience commence par une remise en question de son propre milieu, c'est que l'étudiant considère que le mode de vie bourgeois auquel on le destine n'est pas si «privilegié» qu'on veut bien le dire et qu'il ne saurait être un idéal ni pour lui ni pour les gens moins fortunés. Pour ces jeunes gens, la juste répartition des biens n'est qu'une étape d'une transformation complète des rapports sociaux.

Mais leur prise de conscience ne s'était pas faite à partir d'une réflexion sur la société en général. C'est à partir d'expériences quotidiennes partagées par tous les étudiants qu'ils arrivèrent à remettre en cause étape par étape la société dans son ensemble. Quelles que soient les implications de leur geste,

dans le concret, ils n'entreprirent pas de renverser le gouvernement. Ils organisèrent l'action dans leur milieu, autour des préoccupations qui avaient été à l'origine de leur prise de conscience et qui rejoignaient facilement celles de la majorité des étudiants.

Le système d'éducation étant aux prises avec des difficultés que personne, pas même le ministère, ne songent à nier, ils touchèrent et obtinrent une certaine sympathie du public et une tolérance manifeste de l'Etat. Finalement, cette crise éclata avec l'accord tacite de tous, exception faite des conservateurs enragés et des maniaques de l'autorité.

Cette sorte d'unanimité du début commença vite à se désintégrer. Elle fut même complètement oubliée. Un mois plus tard, la majorité des élèves étaient de retour en classe. Les CEGEP où les radicaux conservaient trop d'influence se virent infligés de mesures répressives allant de la fermeture à l'instauration de règlements sévères. Même dans des milieux assez libéraux, on commençait à parler de la «poignée d'agitateurs» responsables de la crise et du sabotage du système d'éducation.

L'unanimité du début reposait sur l'existence reconnue du problème de l'accès à l'université et de celui des débouchés dans le monde du travail. Mais il n'y avait jamais eu d'accord sur la contestation globale de la société.

C'est l'occupation elle-même qui provoqua cet inévitable fractionnement. Car, si les buts poursuivis dans l'immédiat n'étaient pas révolutionnaires, l'occupation elle, était révolutionnaire.

L'occupation fut révolutionnaire parce que, par des actions radicales, elle fit vivre dans la réalité les valeurs nouvelles que l'on voulait substituer aux anciennes: la critique contre la soumission, l'activité et l'imagination contre la passivité, la *re-possession de soi et de son milieu* contre le sentiment de *dé-possession*, l'amour des autres et des choses contre la peur de l'autorité, le bonheur de vivre contre le «devoir» aveugle, la responsabilité contre la dépendance.

Les aspects révolutionnaires de la crise des CEGEP, on les trouve non seulement dans la morale qui l'inspira, mais aussi dans la nature de ses actions.

Au lieu d'être inspirée par la foi en un dogme, la crise fut précédée d'une prise de conscience. Conscience d'une situation *anormale* qui appelle une transformation radicale. Elle fut également précédée d'une analyse juste de la situation objective. Dans le passé, plusieurs mouvements radicaux, comme par exemple le FLQ de Vallières et Gagnon, avaient échoué rapidement dans leurs premières tentatives d'action, malgré de volumineuses analyses théoriques de la situation québécoise. Précisément parce que ces analyses s'appuyaient sur des données abstraites et décolaient du réel. Les jeunes des CEGEP, certes moins articulés, touchèrent, par mode d'intuition, des données beaucoup plus vécues de la réalité collective du Québec : l'insécurité économique et sociale, le sentiment de dépossession, des aspirations cachées à une activité créatrice et responsable, le malaise créé par la confusion des valeurs et un progrès chaotique, etc... Il y eut également dans le choix du mode d'action, une juste évaluation de ses conséquences : l'occupation rendait possible une remise en question continuelle, une discussion et une critique constantes, une responsabilité accrue, — phénomènes qui, tous, favorisent le renversement des anciennes valeurs de conservation et de soumission.

Dans cette crise, les étudiants assumaient le caractère violent de leurs actes, sans culpabilité, affirmant par là qu'il s'agissait d'une violence justifiable et non délinquente. De plus, ils tendaient à transformer *toute la réalité*. L'action se passait au collège, mais elle remettait en cause l'ensemble de l'organisation sociale, toute une façon de vivre.

Il y eut enfin le caractère *minoritaire* du mouvement d'octobre 68. C'est là l'un des points les plus importants, qui suscita plusieurs interprétations erronnées.

Nous avons vu précédemment qu'au début de la crise, il s'était créé une sorte d'unanimité favorable au mouvement de contestation, unanimité qui se désagrégea quand les réalités de

l'occupation départagèrent les positions. Dans la mesure où l'occupation était perçue par la majorité des étudiants, par le public et par le gouvernement comme un simple moyen de pression, moyen *provisoire*, au même titre que la grève, elle s'avérait acceptable. C'est à ce titre qu'elle fut tolérée et même louangée. On félicitait les étudiants de prendre leurs problèmes au sérieux. Dès qu'il apparut que pour un groupe d'étudiants, l'occupation était permanente, son caractère révolutionnaire se révéla. A partir de là, les positions se durcirent et les analyses en porte à faux se multiplièrent. Devant l'éclatement de l'unanimité et l'isolement relatif de la minorité radicale, des commentateurs conclurent qu'on avait pris des vessies pour des lanternes, que le mouvement n'était ni important ni significatif, puisqu'on découvrait que la majorité des étudiants se ralliait à des solutions de compromis dénoncées par les meneurs. Autrement dit, tout le monde avait été un peu embarqué par une poignée d'agitateurs. Ceux-ci étant nettement minoritaires, leurs positions n'étaient plus dignes d'intérêt.

Ce type d'analyse est étroitement lié au schème de pensée de ceux qui les font. Pensée de la démocratie libérale dont les perceptions du rapport minorité-majorité est exclusivement *quantitatif*. La dimension qualitative, c'est-à-dire toute une partie de la réalité, échappe à ce mode d'analyse.

Dans la conception quantitative, il y a la majorité, plus la minorité, juxtaposées de façon statique: le type d'organisation politique et sociale est déterminé par la majorité, et moyennant certaines compensations, la minorité se soumet à la volonté du plus grand nombre. C'est une interprétation qui fausse le réel. En ignorant l'aspect qualitatif des diverses minorités, elle ne tient pas compte de leur action actuelle ou potentielle sur la majorité. Obnubilés par le rapport des nombres, les penseurs «libéraux» font comme si chaque individu qui compose la majorité était également libre, informé, conscient et actif. Ils ignorent le fait pourtant évident qu'une majorité est toujours influencée par des individus ou des petits groupes d'individus.

En fait, il est impossible de comprendre la dynamique d'un mouvement ou d'une société en utilisant les seules données

quantitatives du rapport majorité-minorité. Pour percevoir les véritables forces en présence et comprendre le sens de leur évolution, il faut étudier l'aspect qualitatif de la minorité: savoir *ce qu'est* cette minorité, et analyser *la nature de ses rapports* avec la majorité.

Il y a les minorités qui agissent ouvertement. Mais il y a aussi les groupes qui exercent leur influence d'une façon discrète quand ce n'est pas occulte et qui sous le couvert de *l'opinion de la majorité* exercent le pouvoir réel. Il importe aussi, pour évaluer une situation de connaître les buts avoués ou implicites d'une minorité.

Le plus important est sans doute de bien comprendre la nature des rapports entre le groupe majoritaire et le groupe minoritaire, non seulement dans l'actualité immédiate mais dans la logique de l'action exercée par la minorité.

Il est indéniable que quantitativement, les groupes fascistes, les oligarchies racistes, les juntes militaires, les intérêts financiers constituent des minorités tout comme les révolutionnaires. Mais alors que dans leur logique propre les premiers entretiennent ou veulent entretenir avec la majorité un rapport d'exploitation ou d'oppression, les autres aspirent à établir avec la majorité un lien libérateur. Le révolutionnaire ne veut pas opprimer la majorité: il cherche à l'entraîner avec lui dans un mouvement de libération. Que souvent les révolutionnaires au pouvoir soient devenus oppresseurs, c'est un autre problème lié à un pourrissement de la révolution.

Dans l'action minoritaire, le groupe de droite est si peu lié à la majorité qu'il s'arme contre elle, contre ses possibilités de se défendre. Le révolutionnaire, au contraire, par son action minoritaire exercera une violence contre ce qu'il considère comme un groupe oppresseur, il en assumera les risques — mais ne portera jamais ses armes contre la majorité qu'il prétend au contraire rejoindre dans ses aspirations secrètes.

La révolte des étudiants de CEGEP, sans avoir été sanglante a pris un caractère nettement violent et minoritaire. Les occupants se sont installés de force à la place de l'autorité. Si,

dans une certaine mesure ils ont eu l'appui de la majorité, il est clair que cet appui ne concernait pas le sens profond de leur action, lequel ne fut pas «caché» à la masse étudiante, mais demeura incompris. Mais ce type d'action, avec les explications qui l'accompagnaient constitua, personne ne le nie, un moyen d'éveiller la conscience de tous et, c'est là l'aspect le plus révolutionnaire, de faire évoluer jusqu'à des positions radicales plusieurs étudiants qui auraient pris des années à le faire autrement. La minorité forçait la majorité à réfléchir et à prendre position, mais elle n'exerçait pas sa violence contre la majorité. Au contraire, elle prenait sur elle les risques de l'action. Effectivement, elle se trouva éventuellement isolée.

Faut-il en conclure que les meneurs étudiants ont commis une erreur en faisant l'occupation et en affirmant son caractère permanent?

Il semble que ce soit exactement le contraire. La majorité n'étant pas radicale, il était inévitable que l'occupation ne fut que provisoire. Mais elle dura assez longtemps pour grossir considérablement les rangs de la minorité «révolutionnaire», qui sera donc mieux armée pour de nouvelles actions à caractère révolutionnaire lesquelles produiront d'autres radicaux et ainsi de suite. On dit parfois que la répression engendre des révolutionnaires. Je ne le crois pas. C'est l'action révolutionnaire qui fait des révolutionnaires, qu'il y ait répression ou pas. Sans action révolutionnaire, la répression ne crée que des opprimés.

Cette crise, on l'a reliée au mot «contestation» tellement utilisé à tort et à travers que la publicité commerciale est en train de le récupérer comme elle l'a fait avec le mot révolution. Qu'est-ce que la contestation?

Allons chercher nos références chez nous. Pour ma part, j'adopte volontiers cette définition que m'en a donnée un étudiant du CEGEP Lionel Groulx: parlant de l'occupation, il disait que c'était dans l'action, l'expression de la contestation qui est un *vouloir vivre*. Evidemment, c'est un vouloir vivre *autrement* que ce qu'on vit maintenant. Et ce vouloir vivre nouveau,

pour s'installer, doit supprimer l'ancienne façon de vivre. La contestation est une forme nouvelle de révolution qui justement est de l'ordre du «vivre». C'est l'instauration non pas d'un nouveau système, mais d'une nouvelle morale, à la fois individuelle et collective qui à mesure qu'elle se vit doit mener en même temps qu'à la transformation de l'homme, à celle de l'organisation économique, sociale et politique actuelles. Les contestataires — ceux d'ici avec les autres — affirment que les systèmes actuels tant socialistes que capitalistes asservissent les hommes à des intérêts particuliers. Contester, c'est instaurer une façon de penser, d'être et de s'organiser qui favorise le plein développement de l'homme — autant individuel que collectif. Par exemple, pour un «contestataire», détruire le système capitaliste et instaurer une économie de type socialiste ce n'est pas une fin, ce n'est qu'un des moyens pour parvenir à la liberté totale.

Evidemment, une telle révolution ne se fait pas en trois semaines dans une dizaine de CEGEP. Malgré leur jeunesse, aucun de nos contestataires ne l'a jamais pensé. Ce n'est pas non plus un «événement» qui «arrive». C'est un monde nouveau qui se créera au gré des années, par des *actions révolutionnaires* successives, toutes préparées dans l'expérience de la vie quotidienne.

La crise d'octobre est le genre d'événement dont toute la signification n'apparaît pas immédiatement, pas même à ceux qui en sont les protagonistes. Tout ce qu'on peut pressentir et essayer d'analyser progressivement, ce sont les éléments radicalement nouveaux qu'elle a fait naître. Il ne s'est pas passé grand chose dans les CEGEP. Sinon que secrètement, les germes d'une vie et d'une société nouvelles ont été déposés. Nous ignorons combien de mois, d'années ou de décennies précéderont l'éclosion. Nous ne connaissons pas davantage le lieu de l'éclosion.

Ce qui est certain, c'est que si tout est rentré dans l'ordre, des centaines d'étudiants, eux ne sont pas rentrés dans le rang. Ils portent leur révolution au coeur et la trimballent avec eux un peu partout. Parfois au collège, le plus souvent

hors du collège. Car pour eux, le collège, l'université ou le monde «d'avant», c'est fini. Et cette fois, les minoritaires ne sont pas «marginiaux». Leur mal comme leur espoir sont désormais contagieux.

ADÈLE LAUZON